

Grand Débat du 1 février 2019 à 20h – Salle Fort Chabrol à Rosselange. Organisé par les municipalités de Clouange et de Rosselange.

Effectif présents : une quarantaine de citoyens présents

Présence élus :

- Monsieur Vincent MATELIC, maire de Rosselange
- Monsieur Stéphane BOLTZ, maire de Clouange
- Monsieur René DROUIN, maire de Moyeuve-Grande
- Monsieur Brahim HAMMOUCHE, Député de Thionville-Ouest

Le maire de Clouange ouvre le débat à 20 :08. Il remercie les présents, la mairie de Rosselange avec qui, il a eu cette idée de présenter le débat et d'amener le citoyen à débattre et échanger sur la situation préoccupante. Il regrette toutefois, que beaucoup de chaises soient vacantes et espère que ce Grand Débat ne soit pas boudé par les citoyens.

Le maire de Rosselange, Monsieur Vincent MATELIC remercie également les présents et le Député Monsieur Brahim HAMMOUCHE qui a accepté d'animer ce débat d'idée. Il tient à rappeler l'importance de ce débat et espère qu'il sera de bonne tenue. Un cahier de doléances est présent dans les villes de Rosselange et Clouange, et il invite les participants à participer. Monsieur Vincent MATELIC se félicite pour la tenue de ce premier débat dans la Vallée de l'Orne qui se déroule à Rosselange en présence d'élus, de membres d'associations, de citoyens, et des Gilets Jaunes. Il remercie de nouveau le Député, d'assurer l'animation et lui signale que le cahier de doléances mise à disposition en mairie lui sera remis afin de remonter les propositions au Parlement et Gouvernement. Le Maire conclue en souhaitant que ce débat soit d'abord un temps d'écoute et ensuite de propositions.

Le Député de Thionville-Ouest, Monsieur Brahim HAMMOUCHE, prend alors la parole et ouvre le débat. Au préalable, il remercie les deux villes de s'être lancés dans cette organisation de débat.

Le Député commence par la présentation des débats qui auront lieu dans toute sa circonscription. Ensuite, il présente l'organisation du débat du jour. Malgré sa fonction de Député, il précise que lors du débat, il est animateur mais aussi un facilitateur de la prise de parole. Déjà engagé auprès des Gilets Jaunes d'être porte-parole au sens propre du terme, c'est-à-dire un élu qui portera la parole de ces citoyens sans jugement aucun et prévoit de transmettre toutes les doléances à l'Assemblée-Nationale et au Gouvernement. Quatre grand thèmes présentés mais un débat ouvert, ils ne sont pas limitatifs. Après le temps d'échange, il faudra prévoir un temps de diagnostic. Il faut être dans une logique de propositions. Ce sont ces mesures qui seront remontés au niveau national.

Le Député présente la charte du Grand Débat, et la projette dans la salle. La lecture est faite par Monsieur Brahim Hammouche. Le dernier élément d'introduction : souhaite une écoute et un regard de bienveillance. Insiste sur l'accueil inconditionnel des propos qui seront tenus. En conclusion, l'animateur souhaite un temps de parole équilibré pour chaque citoyen. Et demande aux participants s'ils souhaitent fonctionner par thème ou librement.

Il est choisi de laisser un libre choix pour les participants.

Norbert : intervention en amont, ma préoccupation est comment ce débat va être retranscrit ? Est-ce que tout sera transmis ? Y a-t-il une modération de la part du député.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il y a des garants qui sont nommés dans l'esprit de la charte. La démocratie, c'est le débat. Le seul élément de modération est le respect. Il souligne le que si une personne souhaite participer à la rédaction, peut le faire avec le rédacteur nommé par l'animateur (Monsieur BAKA Seyyd-Mohamed), mais attention, il peut compléter et non ajouter des propos non tenus. La rédaction sera alors transmise à tous ceux qui la souhaitent.

François Schneider de Moyeuve-Grande : souhaite débiter le débat. La question porte sur la prise en compte de la dépendance. Il présente quelques chiffres. Un vieillissement de la population est attendu d'ici 20ans, quand il interroge les gens, leur souhait est de rester chez eux et de bien vieillir chez eux. Comment fait-on ? Il y a des aides mise en place, il salue les gouvernements qui ont mis en place de la loi ASV (Adaptation de la Société au Vieillessement), mais selon lui, il faut aller plus loin. Cette loi a été adoptée par le gouvernement Hollande. La première allocation personnalisée à l'autonomie (APA) versées par le département, est Inégalitaire de département en département. En France, il y a 101 départements, il y a donc une centaine de critères et de montants différents. C'est Injustice et terrible. Certains départements ne jouent pas le jeu. Il Souhaite que la gestion de la dépendance soit à la gestion de l'Etat. Comment le financer ? Il propose de mettre en place le 5ème risque. Il faut aussi se poser la question qui s'occupe des personnes âgées ? Qui s'en occupe aujourd'hui, demain et après-demain. Il est président d'une association d'aide à domicile, il déclare avoir un mal à recruter. Le métier n'est pas valorisé, et peu reconnu. Avec les aides et reste à charges, ce sont des contrats de 110 ou 120h, comment peut-on vivre aujourd'hui avec ces bas salaires au SMIC. Les assistantes de vies sont classifiées en dessous du SMIC. Comment attirer les gens dans ce milieu ? L'état doit se pencher sur cette question. Ce sont des métiers qui recrute ! Le besoin va s'accélérer.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : y a-t-il des compléments, des témoignages, y a-t-il des assistantes de vies dans la salle ?

Isabelle : ma mère a 70 ans, ne peut se permettre d'être aidée, mon frère et moi nous nous occupons d'elle car elle n'a que 600€ par mois de retraite. Elle a travaillé toute sa vie et souhaite avoir une retraite digne. Elle a une crainte que ça lui arrive, travailler toute une vie, pour une retraite dérisoire. Agée de 34 ans elle a peur d'arriver en retraite. La famille ne peut permettre à la mère de séjourner en EHPAD, car cela a un coût.

Inconnu/ ne s'est pas présenté : il y a un nombre d'heures trop bas pour les assistantes de vie, il faut trouver une solution. Vu les conditions de travail, et la rémunération ridicule, il est normal que ces gens ne veulent pas de ce travail.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : c'est sujet qu'il connaît, il a été gériatre dans l'Hôpital de Hayange, Thionville. Le vieillissement de la population inquiète. 86 ans est l'âge moyen de rentrer en maison de retraite, et la vie moyenne dans les établissements est de deux. La société vieillie, et vie plus longtemps. Sur la question du 5ème risque, il demande au président François Schneider de préciser entre le 5e risque ou la 5e branche. (Précision apportée : 5^{ème} branche). Attention à ne pas confondre. Il explique la différence. Monsieur Brahim Hammouche (animateur), en sa qualité professionnel et législateur, est favorable à une 5e branche, car nous aurons remboursé la RDS (Remboursement de la Dette Sociale) d'ici quelques mois. Une question se pose, que va faire le législateur de la cotisation RDS ? sera-t-elle une cotisation de financement du vieillissement pour payer mieux certaine branche ? Une

question qui sera mise au débat législatif prochainement.

La 5e branche, oui à condition de rester solidaire et ouvert à tout le monde et que cela ne sera pas une sélection par l'argent. Ce n'est pas parce que la maison de retraite est plus chère que le service est meilleur, il parle en connaissance de cause, car selon lui, toutes les EHPAD sont plus ou moins logées à la même enseigne sur le service apporté. Il prend ensuite l'exemple de l'Italie, qui a un esprit très peu porté sur le placement des personnes âgées dans les EHPAD. Question de culture, les italiens sont pour beaucoup, portés sur le maintien à domicile.

Vincent de Thionville –Participant au mouvement des Gilets Jaunes : à première vue, il s'est dit que la dépendance n'est pas l'essentiel, mais enfin de compte c'est exactement le débat. Le Luxembourg a trouvé le financement. Le financement par les cotisations n'est pas d'actualité. Cela coûte de l'argent et réduit le pouvoir d'achat, il faut supprimer toutes les cotisations. Pour les dépendances il faut continuer à la payer par cotisation. Les remboursements sont de moins en moins efficaces. Il y a une dette et le français ne fait que de la payer. L'emploi, les bas salaires, dépendent de la fiscalité, une justice fiscale qui n'est plus au rendez-vous. Ce sont toujours les mêmes personnes qui paient. L'Etat est entré dans une logique de privatisation

Mathieu de Clouange : il se dit en accord avec les propos de Vincent, la France taxe toujours les plus petits, mais on va donc tout cet argent. Il ne comprend pas que l'Etat se permet des repas à un million et on jette tout dans la poubelle alors qu'on a plus d'argent. Il prend l'exemple de l'Allemagne, pays voisin, et assure qu'il y a moins d'élus.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : Non, il y a autant d'élus pour l'Allemagne que la France pour une même population. Demande combien de pourcentage de foyer sont assujettis à l'impôt sur le revenu : 44%. La France est le pays qui redistribue le plus.

Dans la salle, plusieurs interpellent l'animateur et déclarent qu'ils sont tous assujettis à l'impôt, car pour chaque produit, il y a une TVA ou toutes taxes de tout genre. L'animateur, reprend la parole, en rappelant les règles de participation, et surtout que sa question tient sur l'impôt sur le revenu.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur): En réponse à Vincent, il déclare, qu'effectivement il y a neuf millions de pauvres – le seuil de pauvreté est de 1086€.. Rapporteur de la mission de solidarité, c'est un sujet qu'il connaît bien. Il faut faire un bon diagnostic pour comprendre, comment une personne arrive à ce seuil de pauvreté. Il souligne que les neuf millions de pauvres ne sont pas arrivés il y a un an.

Un échange avec Vincent - Ne veut pas rentrer en bras de fer avec Vincent.

Vincent de Thionville – participant au mouvement des Gilets Jaunes : Le grand débat est vite fait, on veut sortir les gens de la misère.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur): demande à Vincent, Quel est son parcours de vie.

Vincent de Thionville – participant au mouvement des Gilets Jaunes: ne souhaite pas répondre.

Christopher de Mondelange : plus de dix ans de recherche d'emploi avec un Bac Pro en poche, mais pas de proposition de Pôle Emploi. Il prend un exemple d'une annonce qu'il paraissait répondre à son profil. Arrivé, l'employeur ne voulait pas de lui. Il faut un meilleur

service de Pôle Emploi. Il a ensuite fait une formation AFPA, sous prétexte qu'il y avait peu d'inscrits, la formation a été annulée. C'était une formation en mécanique industriels. Aujourd'hui il est en intérim et cumule les contrats à la semaine, ce qui le rend dans une précarité.

Tayeb de Mondelange : remercie les personnalités présents à ce débat. Son intervention tient sur la personnalité du Président Macron, qu'il trouve trop arrogant, avec des propos déplacés pour un Président de la République. Il félicite ensuite, le Député, pour sa gestion de l'Hôpital d'Hayange, qui selon lui sauvé !

Luis de Freitas - participant au mouvement des Gilets Jaunes : le mouvement souhaite atteindre son but. Les retraités veufs sont oubliés, pour une carrière complète leurs pensions sont trop basses. Il souhaite un meilleur pouvoir d'achat pour cette tranche de la population. Il aurait souhaité des débats avec des thèmes précis. Prend l'exemple des caisses automatiques ne sont pas taxés, alors que ce sont des robots qui prennent l'emploi des humains. Il faut un meilleur pouvoir d'achat sur les produit de première nécessité, et souhaite que l'Etat doit être transparent sur la taxe CO2, et toutes les taxes en général. Il assure que ces taxes sont des milliards qui sont reversés aux grosses entreprises, qui n'en n'ont pas besoin. Il faut aider les petites entreprises.

Georges de Clouange : Il ne sait pas s'il faut remettre l'ISF (Impôt Sur la Fortune), mais il est certains qu'aujourd'hui les bas salaires et retraites sont insuffisants pour vivre. La France a laissé dégrader les salaires et les travailleurs. On a désindexé les retraites, ils ne suivent plus l'inflation, alors que cela est prévu dans la constitution. Il invite les participants à lire un livre titré « les feux sous la cendre » paru en 1984. Pour l'environnement, il y a 101 ans, se finissait la seconde guerre mondiale, l'Etat est incapable de désactiver les armes de guerre encore à ce jour. Comment faire confiance à l'Etat pour l'environnement ? Il y a des choses à repenser pour l'environnement.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il n'est pas un spécialiste de la guerre 14/18, chose sûre c'était une boucherie. Ce n'est pas de la mauvaise volonté de l'Etat, il découvre des fois des armes cachées des siècles plus tard. Il pose la question aux participants sur la manière de financer l'écologie.

Georges de Clouange: SIDELOR est une usine classée. Il y a des closes signées d'obligation de faire des habitations, c'est à l'ancien propriétaire de remettre le terrain en norme et de le dépolluer. Chose qui n'est pas faite, et souligne le danger de ce manque car la pollution va dans la l'Orne.

René Drouin, maire de Moyeuve-Grande : Lorsqu'une usine ferme, il faut savoir ce que l'on doit faire, faut-il un nouveau projet ou une autre usine? Il s'adresse aux participants en demandant si dans notre secteur, l'envie est de remonter la pente ou de se laisser mourir? Alors Député, il a été rapporteur de la nationalisation de la sidérurgie dans les année 80. S'il n'y avait pas eu cette décision, il assure que tout serait fermé aujourd'hui. Des éléments sont en études, filière énergie pour le développement, filière sur les espaces non pollués, il y a 1200 logements prévus sur les terrains cités dans la Vallée de l'Orne. Il s'exprime ensuite sur le rôle de l'élu local, qui selon lui peut se contenter de ne faire que des mariages et gérer des CCAS, mais ceci n'est pas l'objectif, car l'élu doit défendre son territoire et proposer un future pour les habitants. Un maire est un engagé au service de tous.

Luis de Freitas - participant au mouvement des Gilets Jaunes : souhaite poser une question au Maire de Moyeuve-Grande, René Drouin : Sa question se porte sur le projet au niveau de Richemont. Il accuse le maire de ne pas avoir soutenu le projet générateur d'emploi, il assure que le porteur du projet « terre polluée », s'est délocalisé en Allemagne. Il déclare aussi que Arcelor-Mittal, le groupe a lancé définitivement la fermeture des hauts-fourneaux de Hayange, sans que les élus ne se soient battu pour la réouverture et la fermeture était une volonté politique du groupe.

Maire de Moyeuve-Grande, René Drouin : le maire demande la parole, car il est cité par Luis et souhaite lui apporter une réponse. Il répond que le projet CHO Power, est un projet qui a pour but de valoriser les déchets, qui le chauffe à une certaine température, produit de l'énergie et donc l'électricité. Nous avons reçu les intéressés, le maire de Mondelange s'est opposé car une dizaine de camions passés... René Drouin reconnaît que c'est une erreur de la part de certains élus de s'être opposés. Pour sa part, il s'est battu ! L'emploi s'est échappé. Certains ont oublié que ce qui compte pour les français c'est de réussir et avoir de l'emploi.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il reprend la parole en remettant le cadre de ce Grand Débat. Il est important de ne pas débattre entre vous. La question des hauts-fourneaux de Hayange, ce qui a été signé c'est la fin et mise sous cocon, et le groupe s'est prononcé. Les choses sont complexes, il demande enfin de revenir sur le débat.

Sandra de Mondelange : souhaite revenir sur la fiscalité, elle se prononce pour le rétablissement de L'ISF, de lutter contre les niches fiscales et remettre tout à plat dans la fiscalité. Quelques professionnels comme les journalistes, clercs de notaires, ont une fiscalité plus allégée et ne comprend pas cette préférence qui date. Concernant la Santé, elle regrette que certains médicaments ne sont plus remboursés ou de moins en moins. Elle assure que pour un salarié à bas salaire, avec mille euros par mois, c'est difficile, vu le coût de la vie.

Jennifer de Gandrange : Il faut rétablir l'ISF, diminué les privilèges de certains élus et élites qui se permettent d'avoir des coiffeurs de l'esthétique, des chauffeurs... Elle revient sur la pollution, en France il faut faire le tri, ce que plusieurs ménages font, alors que certains dirigeants de grand groupe ne respectent pas cette pratique. Il faut des taxes sur les gros bolides, si ces voitures consomment tous les jours, il faut donc les taxer. Reviens sur le Pôle emploi, et parle de son expérience. Elle travaillait dans une société française rachetée par un allemand, qui est parti en Allemagne, et s'est retrouvé au CSP, elle bénéficiait donc d'une allocation au chômage, lui permettant de rester à la maison. Elle émet des doutes sur l'efficacité de Pôle Emploi. Elle a demandé une formation en anglais, Pôle Emploi a refusé et a conseillé madame à rester à la maison, elle a le temps. Elle demande ensuite de partir en formation à Strasbourg pour apprendre un métier, Pôle Emploi a également refusé de financer. Mais quelques mois après, les agents du Pôle Emploi a proposé une formation d'anglais. Concernant la Prime macron, cette prime a été bonne pour les grands groupes qui ont permis cette prime à leurs salariés, et doute qu'une petite ou moyenne entreprise s'est permise cette prime. Elle souhaite valoriser les personnes âgées. Les migrants il faut trouver un moyen.

Inconnue, participante au mouvement des gilets jaunes : il faut arrêter d'accueillir tout le monde parce que l'Etat n'arrive plus à assumer son peuple. Certains ne viennent que pour les aides sociales en France et l'Etat leur cède tout. Elle souligne qu'il n'y a aucun racisme dans ses propos car elle-même est fille d'étrangers.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : la question des migrants, le législateur a voté

une loi plus restrictive. 9% de migrants, la France n'est pas le pays le plus accueillant. Il assure à l'intervenant qu'il ne la considère pas comme raciste, mais sur cette question on dit tout et son contraire. La question est est-ce qu'on souhaite n'accueillir pas de migrants ou un quota ? Dans une société vieillissante et qui fait de moins en moins d'enfants, comment payer nos retraites d'ici 20 ans ? Il faut poser le débat.

L'animateur souligne que le Débat a commencé par le climat, et tout le monde sait que l'immigration en dépend. Il y a un manque de main d'œuvre en France, des centaines de milliers d'emplois ne sont pas pourvus, pourtant le travail est là.

Accusé de faire parti des élus et élites qui sont hors sols, le Député et animateur reviens sur sa propre vie. Il assure ne pas être un hors sol. Né en Afrique du nord, venu en décembre 1974, sa famille a été accueillie en France, mais avec un parcours du combattant. Il parle avec émotion... sa vie en témoigne. J'ai eu la chance de faire des rencontres, un regard bienveillant, une main tendue, des gens qui peuvent vous aider, des gens engagés. Il va une véritable lutte. Le mal de la France est selon lui, l'égoïsme de certains ne pensant qu'à leurs avantages. Il faut se battre pour construire ensemble !

Sujet qui provoque plusieurs réactions dans le public.

Intervention de Vincent Matélic, maire de Rosselange, qui tente de remettre le débat dans son contexte. Il a la connaissance de la question sur les migrants. Tous les français sont énervés sur à ce qui se passe, mais il ne faut pas perdre l'objectif de ce débat, qui est l'écoute et les propositions.

Luis de Freitas, participant au mouvement des Gilets Jaunes : reviens sur la question des migrants, certains disent au migrants de quitter leur pays pour venir en France, c'est faux. Cette question sur les migrants doit se régler au niveau de l'Europe et des pays d'origine. Les français leur vendent du rêve. Il faut donner un coup de main pour développer le pays d'origine et donc de réduire les migrations. Question santé, les médecins, il faut lutter contre les déserts médicaux. Certains kinés ont été recalés en France parce que trop de demandes et partent s'installer en Belgique. Les kinés sont mal payés. Il rajoute, que la France devra imposer des quotas aux professions libérales.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : pour les études médicales cela va changer un peu, mais cela ne réglera pas les déserts médicaux. Il invite les participants à lire l'article paru dans le journal du jour concernant la question de santé.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : il a 30 ans et avoue sa peur pour l'avenir. Sorti de l'école il a toujours eu du mal à trouver un emploi. Il a fait une erreur scolaire mais assume. Sa peur, est qu'il ne bénéficie que du RSA, ne travaille pas, habite chez ses parents... ce n'est pas cette vie qui permet d'avoir un avenir serein. Aujourd'hui, regrette de ne pas pouvoir subvenir qu'aux frais de mes parents. Ayant une mère qui a élevé des enfants et c'est du travail ! Dans notre aujourd'hui, le couple est obligé de travailler à deux.

Inconnue, participant au mouvement des Gilets Jaunes : il déplore la qualité de vie des enfants qui aujourd'hui n'est plus la même si les deux parents travaillent !

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : seriez-vous pour un revenu universel ?

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : oui ! C'est plus simple.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : demande si est-ce un revenu universel qu'ils souhaitent ? un revenu regroupant toutes les aides ?

Christopher : demande à la salle si certains connaissent le fonctionnement des allocations familiales lorsqu'un couple a des jumeaux.

Guy de Vitry-Sur-Orne : il assure que ce type de couple peut bénéficier des allocations familiales. Selon lui, il y a une réalité dans notre époque, le français vit au-dessus de ses moyens, et consomme pour consommer. Il invite les participants à prendre le recul sur cette colère de la société et de faire le point sur nos vies, nous faisons beaucoup d'achat inutile.

Guillaume : Il faut permettre un RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), l'alléger pour réaliser régulièrement des référendums sur des décisions importantes qui concernent tous les français. Il faut une simplification des lois, et en limiter le nombre. Il faut également limiter le RIC. La société ne supporte plus du package proposé où Macron décide tout seul.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : le premier référendum se sont les élections. Aujourd'hui 1 français sur 5 n'a pas voté aux élections présidentielles. 3 sur 5 lors des législatives. Il faut renforcer la démocratie. Le législateur réfléchit à la reconnaissance du vote blanc. La réduction des parlementaires est également en cours, le non cumul dans le temps, prise en compte du casier judiciaire. Il y a une avancée, dans la moralisation de la vie publique.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : certains élus votent des lois et ne les respectent pas.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il se dit d'accord avec les propos de l'intervenant. Le législateur a beaucoup fait pour la transparence, il aurait pu aller plus loin c'est vrai mais le travail est en cours d'autant plus que ce sujet a été une promesse forte du candidat Macron.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes: rien n'est publique, ni la haute autorité de transparence, ni rapport de la déontologue sur les parlementaires et le fonctionnement.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il conseille à l'intervenant de se rendre sur le site et tout est public. La déontologue vérifie chaque acte du député.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes: en tant que citoyens qui paie des impôts, il est normal de contrôler les élus. Il regrette de ne pas avoir vu le Député dans la Vallée de l'Orne.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : En se retournant vers les maires présents, il déclare être venus à plusieurs reprises dans la Vallée de l'Orne. Il s'est engagé à rendre les comptes, il a organisé plusieurs réunions publiques avant les fêtes de fin d'année 2018.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes: si notre société a besoin d'une immigration, il faut alors une immigration utile.

Intervention du Maire de Clouange : Le premier ministre luxembourgeois a déclaré qu'il y a

neuf signatures de contrats par heures au Luxembourg et cela va continuer.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur): le Luxembourg double sa population tout les jours grace à l'immigration et sont toujours en besoin. Il ya des européens mais des hors europe.

François Schneider de Moyeuvre-Grande : l'équipe Macron a fait une énorme erreur en supprimant les CAE. Cela a mis en difficulté les associations et les petites mairies. Ce Président d'association déclare qu'il a 48 salariés, dont 26 en CAE, qui aujourd'hui ils sont en cdi mais ça coute pour les associations. Il y a eu des abus pour ses contrats de la part de certains bénéficiaires. Aujourd'hui ce sont les PEC qui ont remplacés les CAE, mais le reste à charge est plus important.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : les contrats aidés n'ont pas été supprimés. Il est scandaleux d'avoir attendu la suppression de certains contrats aidés pour avoir un vrai contrat. Certains se sont servi des contrats aidé pour baisser le chômage sans réel contrat derrière.

François Schneider de Moyeuvre-Grande : certains retraités n'ont pas pu avoir leur pension de reversion.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il n'a jamais été question de supprimer la pension de réversion. Ce sont des intox, fakenews. Ce sont des peurs dont il faut se méfier.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes: j'ai deux régimes de retraites, si ma première dépasse 2000€ je n'ai pas le droit à la deuxième. Pourquoi les élus ont ce droit de cumuler leurs retraites?

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il prend son cas personnel pour expliquer la retraite des élus. Avant d'être élu, il était médecin et cotisait dans ses caisses, aujourd'hui Député, il cotise alors à celle de l'Assemblée Nationale. Il ne touchera qu'une partie de sa cotisation. Le parlementaire ne souhaite qu'un seul système de retraite au lieu des 42 existants aujourd'hui. Même, les agents de la caisse CRAV sont parfois incapables de répondre à des questions pour des dossiers qu'il sollicite. Chose sûre l'âge de départ en retraite ne sera pas touché.

René Carletti de Rosselange : Il tient à remercier le Député pour ce grand débat. Il souhaite faire une intervention en sa qualité de Président d'Association. Il confirme les paroles de Mr Schneider (président d'association). Ce soir on est ici grâce au GJ. Grace à ses Gilets Jaunes il récupère sa CSG. Il a lu le rapport d'insertion et sur le handicap, c'est un bon travail parlementaire. Sa question est : Que pouvez-vous nous apporter en tant que Député ? Que modifier ? Qu'allez-vous faire ? que comptez-vous faire pour les salariés qu'ils ne sont pas assez payé, pas reconnus. Autre exemple, le RSA était payé par le département, il va être désormais payé par l'Etat. Une personne salarié rapporte 21€ pour l'Etat, l'état donne 1€ dans le secteur associatif. Il faut prendre en compte les personnel handicapé. Non macroniste, il faut avouer que certaines choses sont biens. Certains acteurs n'ont pas joué le jeu. Le CICE est mal utilisé. Il aurait dû sortir un contrat avec les entreprises, sinon l'argent distribué devra être restitué.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : le CICE va se terminer, cela va être modifier. La pauvreté, pour en sortir, il faut relancer l'emploi et permettre le travail pour tous. La majorité

est dans cette philosophie. Dans son rapport, il y effectivement des points qui ont été relevé avant le mouvement des Gilets Jaunes. Certains points ont été récupérés pour les mesures d'urgence.

Il y aura un avant et après le mouvement des Gilets Jaunes, mais ce ras le bol se serait explosé quoi qu'il arrive, quel que soit le gouvernement.

Plusieurs décident de parler sur les violences policières sans avoir eu la parole.

Vincent MATELIC, maire de Rosselange : il recentre le débat, le Grand Débat n'a pour objectif de constater les dégâts qui sont survenus, mais un débat sur la vie des français, leurs difficultés, leur mal-être mais surtout ce débat a un objectif claire, qui est celui d'avoir des propositions.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : il est devant un dilemme. Soit il participe au maintien de l'emploi ou à la destruction. Sa mère a un problème santé, elle est prise en charge pour le transport. S'il décide de la ramener lui-même à ses consultations, rien n'est prévu pour l'accueil des particuliers, pour se garer afin d'accompagner le malade à ses consultations. Que faire ?

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il répond en sa qualité de docteur qu'il est, il est toujours bon que la famille accompagne le malade. Il y a de plus en plus d'hôpitaux qui prennent en compte la consultation médicale. Il invite à remplir la fiche satisfaction de l'hôpital pour proposer des solutions d'accueil. Ce n'est pas forcément la loi qui doit déterminer l'accueil. Cette situation a le mérite d'être signalée à l'hôpital. Il fait référence à son rapport qui cite également de la maltraitance.

Inconnue, participant au mouvement des Gilets Jaunes : il y a 7 milliards d'humains et on ne parle que de profits. Le seul but de l'état est de faire du profit. 26 personnes détiennent la moitié des richesses au monde. Il faut arrêter la guerre en Afrique c'est ce qui cause les migrations. Le mouvement des gilets jaunes réclame la vérité sur tous les impôts et les taxes. Elle demande si les fiches du Député ont une réponse.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : « Nous sommes dans le paradoxe. Vous avez émis la demande d'être entendu, et être maître de votre destin, et en même temps vous me demandez ce que me disent les petites fiches » déclare le Député. La question de la participante est une question de la place de l'homme et de la croissance dans nos sociétés. La difficulté est l'individualisme. Ce n'est pas comme ça qu'on fait du sens, qu'on avance. Est-ce que le Président Macron fait une politique de profits pour les profits ? Si c'est le cas, on est dans le capitalisme. Est-ce que l'autre système communiste a réussi ? On a choisi le système de l'état providence, entre communiste et capitaliste. Le député entend l'inquiétude, et ne souhaite pas arriver dans un système à l'américaine ni même dans un système communiste. Il y a beaucoup d'entrepreneurs qui n'ont pas de salaires, le chef d'entreprise n'est pas forcément un riche. Il souhaite une société solidaire et qui se renouvelle. Il prend en exemple, lors des Assemblées Générales des associations, qui montrent des assemblées vieillissantes sans relève... les associations, tout comme la société, sont à bout de souffle, comment rebondir ??

Inconnue, participant au mouvement des Gilets Jaunes : demande aux politiques une normalité et une considération du peuple. La peur est que le français ne souhaite pas perdre ce qu'il lui reste et ce qu'il a pu avoir.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : cette peur on peut la combattre, on doit écrire un nouveau contrat social. Ce n'est pas anodin, ni déconnant. On ne doit pas avoir une société d'experts. Comment on peut fonctionner ensemble ?

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : Macron n'a pas parlé des personnes handicapés. L'AAH, on ne peut pas être cumulée avec le RSA, c'est injuste on n'arrive pas à survivre.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : quel est le montant des deux ? 860€ l'AAH et 450€ pour le RSA. Vous êtes en dessous du seuil de pauvreté. Il faut réfléchir à un revenu universel.

Vincent Matélic, maire de Rosselange : il tient à parler du service public. La ville vit de l'impôt, on s'interroge la suppression de la taxe d'habitation. Il ne faut pas perdre le service public, la dotation a fondu et cela crée le mécontentement des administrés. Il faut remonter ces problématiques. L'objectif est d'arriver à garder le service public, ne pas enlever le pouvoir de fonctionner. Tout ce que l'on dit aujourd'hui et fait, c'est fait grâce à cet élu local. On est inquiet. La difficulté de fonctionner est là, qui, aujourd'hui, est capable de s'investir pour être élu et se faire taper dessus car l'élu ne peut plus agir. Il y a une désertification de l'élu.

René Drouin, maire de Moyeuve-Grande : le blues des maires existe. 52% des maires ne veulent plus se représenter, car l'argent, n'est plus là. Qu'on j'entends que l'on est des clientélistes pour les contrats aidés, je suis scandalisé car ces emplois ont pu tirer les personnes de la difficulté. 50% des 36 contrats aidés ont pu avoir un CDI dans la ville. Il Regrette l'absence du Président Macron lors du congrès des maires. 585 Mille euros de dotations en moins pour Moyeuve-Grande c'est ce qu'il y a de moins pour les routes, travaux... J'ai vécu mai 68, et j'ai fait grève. Aujourd'hui nous sommes dans une situation semblable. L'addition des idées des gilets jaunes doit aboutir à un moment où l'Etat ne se contente pas du débat, mais il faut une forme de grenelle, un débouché pour une sortie de crise de cette attente et des décisions, des négociations. A chaque grève, il y a une fin ! J'ai peur, je suis un républicain, parce qu'il faut que l'on peut se dire tout aujourd'hui et demain. Je ne voudrais pas que l'Etat perde la main et tout casser et passer à l'extrême. Il faut que chacun prenne sa part de responsabilité et rester vigilant pour conserver notre démocratie.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : concernant les dotations, il va y avoir des stabilisations de cette baisse. La Taxe d'Habitation est une promesse, pour les communes c'est une inquiétude et ne souhaitent pas perdre un euros. Un travail de rééquilibrage sera fait pour arriver à financer cette mesure.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : elle gagne la Taxe d'Habitation mais en même temps, tout augmente.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : il s'adresse à la participante en lui assurant qu'elle sera gagnante dans les 3 ans à venir. Il y a des villes qui souhaitent fusionner, mais c'est compliqué. En Suisse, ça se fait dans l'année. Le système Suisse construit ensemble, une véritable co-construction et c'est permanent. Il faut être pragmatique sans théorie ni d'idéologie. Si le Grand Débat n'arrive pas à déboucher sur une sortie de crise, alors il sera arrêté et on refait une autre méthode. Aujourd'hui, ce Grand Débat, c'est 500000 contributions.

Les propositions concrètes seront proposées, étudiées et votées. On peut arriver à un référendum.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : les terrains autonomes, l'Etat empêche les gens de vendre les graines et de vivre en autonomie. Ils veulent vivre de leur terre, selon lui, l'Etat devrait le permettre car cela répond à une vraie loi écologique.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : demande si ce participant souhaite une taxe carbone. L'intervenant répond que ce n'est pas à négliger.

Retraitée: demande s'il est possible d'augmenter le taux des retraites. Elle prend exemple des machines automatiques de la grande distribution, et propose de taxer les robots pour permettre une meilleure retraite, et de lutter contre la dépendance.

Inconnue, participant au mouvement des Gilets Jaunes : sur le thème de l'écologie, la société dont elle est salariée, a construit un immense parking, au goudron et elle souhaite faire des parking green et taxer les sociétés qui souhaitent un parking goudronné. Il faut laisser de l'espace vert. Une taxe pour ceux qui polluent.

Inconnue, participant au mouvement des Gilets Jaunes : la prime à la conversion, comment peut-on avoir ce droit en étant intérimaire. Est-elle toujours d'actualité.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : concernant les taxes, il y a aujourd'hui des pontons qui ne sont pas démantelés et il faut les utiliser pour faire payer ceux qui polluent le plus. Le prochain G7 sur l'environnement se déroulera à Metz. Notre région, et en particulier Metz, est bon élève par rapport au reste de la France.

Inconnu, participant au mouvement des Gilets Jaunes : pour limiter la pollution, pourquoi ne pas opter pour le chemin fluvial plutôt que les camions qui polluent.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : cela rejoint l'actualité de l'A31 bis. Le Député défend l'idée du multimodal (fluvial) ceux qui vous disent que ce sont les routes qui construisent les villes, ils ne connaissent pas l'histoire, les villes se sont construites autour des fleuves.

Stéphane BOLTZ, Maire de Clouange : on a entendu les deux confrères, il y a une loi NOTRe. Explication ; les villes ont perdu de la dotation de l'Etat, mais les villes ont perdu les habitants sur un budget entre 4 et 5 millions d'euros. La loi NOTRe, que vont devenir les petites communes ? Est-ce que l'on va arriver à faire que des intercommunalités ou des agglos et faire disparaître les villes.

Monsieur Brahim Hammouche (animateur) : la ministre remet le sujet sur la table la loi NOTRe car consciente des difficultés, elle n'a pas réorganisé mais complexifié le fonctionnement. Elle va être revue. La loi NOTRe n'est pas la nôtre (celle du gouvernement actuel). Ce gros machin pose la question de la proximité. La mutualisation n'est pas une bonne chose car trop éloignée. On entend les difficultés du terrain. Ce qu'a fait une loi, on peut la refaire ou la faire évoluer.

Clôture du débat à minuit.